

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

S/C/W/206
18 mars 2002

(02-1408)

Conseil du commerce des services

Original: anglais

COMMUNICATION DE L'AUSTRALIE, DU CHILI ET DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE

Examen de l'Annexe de l'AGCS sur les services de transport aérien

Les délégations de l'Australie, du Chili et de la Nouvelle-Zélande ont fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, en demandant qu'elle soit distribuée aux membres du Conseil du commerce des services.

1. Les coauteurs du présent document considèrent l'AGCS comme l'une des quelques voies prometteuses pour la réforme du secteur des services aériens qui méritent d'être explorées attentivement et de façon approfondie. Il importe qu'à une époque de changement, les Membres n'excluent aucune option pour la gestion de ce changement, en particulier sachant qu'ils peuvent étudier diverses possibilités sans prendre d'engagement.

2. Le paragraphe 5 de l'Annexe de l'AGCS sur les transports aériens dispose que le Conseil du commerce des services examinera périodiquement, et au moins tous les cinq ans, l'évolution de la situation dans le secteur des transports aériens et le fonctionnement de l'Annexe en vue d'envisager la possibilité d'appliquer plus largement l'Accord dans ce secteur.

3. Les débats qui ont eu lieu au cours des sessions consacrées à l'examen prescrit de l'évolution de la situation dans le secteur des transports aériens au cours des cinq dernières années confortent la conclusion selon laquelle les structures traditionnelles d'échange de droits économiques en matière de transport aérien sont source d'une insatisfaction croissante dans le monde entier. C'est particulièrement vrai s'agissant de diverses questions qui ne sont pas directement liées à l'exercice des droits de trafic et pour lesquelles les États souhaitent de plus en plus abandonner un système de contrôle bilatéral au profit des mécanismes de contrôle généraux liés à une réglementation non spécifique au secteur.

4. Les États sont de plus en plus nombreux à opter pour des moyens autres que les structures traditionnelles et à s'orienter vers des formules régionales et multilatérales, comme le montre la constitution de plusieurs groupements régionaux tels que la CARICOM, le groupement issu de l'Accord de Fortaleza et la Zone d'aviation commune européenne, et l'élaboration de l'"Accord multilatéral sur la libéralisation du transport aérien international", signé par les gouvernements du Brunéi, du Chili, des États-Unis, de la Nouvelle-Zélande, du Pérou et de Singapour. Des solutions nouvelles, à caractère novateur, allant dans le sens d'une libéralisation accrue, sont également à l'étude au sein d'instances telles que l'OACI et l'OCDE.

5. Il ressort de l'examen que la question n'est plus de savoir s'il convient de réformer le système fondé sur la réciprocité; il s'agit plutôt de voir quel serait le meilleur moyen de procéder pour ce faire.

./.

Les États ont montré, par les mesures qu'ils ont prises, qu'une évolution s'opère déjà du bilatéralisme traditionnel vers des structures plus élaborées.

6. Au moment d'entamer un débat de fond sur la deuxième phase de l'examen - envisager la possibilité d'appliquer plus largement l'AGCS dans le secteur des services de transport aérien -, nous devrions nous poser un certain nombre de questions, dont les suivantes:

- i) Comment l'engagement général pris par les Membres dans le cadre de l'AGCS de préserver les principes fondamentaux et de favoriser la réalisation des objectifs qui sous-tendent le système commercial multilatéral que l'OMC a pour vocation d'appuyer sera-t-il respecté lorsque l'on étudiera la possibilité d'étendre la portée de cet accord?
- ii) Le système fondé sur la réciprocité et le système de la nation la plus favorisée peuvent-ils coexister pour les différents éléments du secteur de l'aviation?
- iii) Le système fondé sur la réciprocité et le système de la nation la plus favorisée peuvent-ils coexister, s'agissant des relations entre différents groupes d'États pour les mêmes éléments du secteur de l'aviation?
- iv) Lesquelles des classifications énumérées dans l'Annexe au document S/C/W/200 sont-elles déjà couvertes par l'AGCS?

7. Les réponses à ces questions constitueront le cadre général dans lequel s'inscrira tout examen de la possibilité d'appliquer plus largement l'Accord dans ce secteur.
